

La Russie après les élections de juin 1996

Autor(en): **Stoeckli, Fritz**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **141 (1996)**

Heft 11

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-345703>

Nutzungsbedingungen

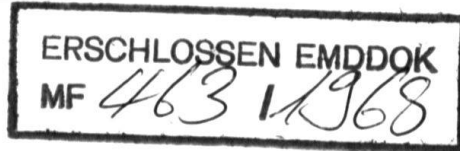
Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



La Russie après les élections de juin 1996

Par le brigadier Fritz Stoeckli ¹

En juillet 1996 s'est tenu au quartier général de l'OTAN, à Bruxelles, un séminaire consacré à la situation en Russie après les élections de juin. Organisée par Christopher Donnelly, conseiller auprès du Secrétaire général, cette réunion a rassemblé une dizaine d'experts et d'analystes de niveau international, dont Jake Kipp (Fort Leavenworth aux Etats-Unis), Charles Dick et Alexandre Kennaway (Sandhurst en Grande-Bretagne), Gwyn Prins (Université de Cambridge).

Les ambassadeurs accrédités auprès de l'OTAN, de nombreux diplomates en poste à Bruxelles et divers spécialistes de l'ex-Union soviétique avaient été invités à cette réunion. Bien que la Suisse officielle fût absente, nous avons eu le privilège de participer à titre privé à ce colloque, sur invitation de Christopher Donnelly, ancien directeur du Centre d'études soviétiques de l'Académie militaire de Sandhurst. Ainsi, nous avons pu suivre des exposés très détaillés sur la nouvelle donne en Russie et les évolutions possibles à court terme. Ces analyses ont précisé de manière

remarquable les impressions, le plus souvent très floues, que l'on peut dégager des informations quotidiennes. L'évolution de la situation, depuis juillet, confirme la qualité des appréciations présentées à Bruxelles par les meilleurs spécialistes occidentaux de l'ex-Union soviétique.

Nous présentons une synthèse de ce séminaire, en y ajoutant quelques réflexions personnelles. Les thèmes retenus ici sont le pouvoir, la société, l'économie et la défense. Ils caractérisent la Russie au début du deuxième mandat de Boris Yeltsine. Dans ce contexte, la situation des forces armées, laissées pour compte dans le désordre actuel, nous semble un facteur important pour l'avenir. Leur affaiblissement inquiétant conduira, tôt ou tard, à une réaction, soit des militaires, soit du pouvoir politique.

La société post-communiste et le pouvoir

En renouvelant le mandat de Boris Yeltsine, les Russes ont fait un choix fondamental, une étape im-

portante, mais qui ne garantit pas un avenir radieux, du moins à court terme. La société russe fait face à de sérieux problèmes dont les solutions demanderont beaucoup de temps. Il s'agit notamment de l'échec partiel de la libéralisation du marché, de l'émergence d'une classe de nouveaux riches, ce qui accentue les disparités sociales, et de la prise de conscience d'une situation écologique désastreuse.

Le Russe moyen est « fatigué » ; il est peu probable qu'il réagisse de manière violente, alors que le danger était réel en 1992-1993. De plus, la société russe est maintenant divisée en trois groupes d'égale importance, la nouvelle bourgeoisie, les anticommunistes et les communistes, qui devront cohabiter et résoudre ensemble les problèmes du pays.

En raison de la faiblesse du président et de son éloignement progressif du pouvoir (les experts avaient déjà posé ce diagnostic en juillet), les destinées du pays dépendent de trois tendances (pour l'instant, il s'agit de trois pôles, non d'une « troïka »), les chefs

¹ Ancien commandant de la Brigade frontière 2 et membre étranger du Conflict Studies Research Center de l'Académie militaire royale de Sandhurst (Grande-Bretagne).

de file étant le premier ministre Victor Tchernomyrdine, le chef des services présidentiels Anatolii Tchoubaïs, et l'ancien secrétaire du Comité de sécurité Alexandre Lebed.

Tchernomyrdine reste sans doute l'homme fort du pays, en raison de son expérience du pouvoir et du poste-clé qu'il occupe. Il représente la tendance pragmatique et jouit du soutien des grandes industries d'Etat et des fonctionnaires. Tchoubaïs, ancien vice-premier ministre limogé, puis rappelé auprès du Président, représente la mouvance libérale liée à l'économie de marché. Sa présence rassure dans une certaine mesure les Occidentaux, en particulier les investisseurs. Les Russes, cependant, restent dans l'ensemble méfiants face au libéralisme. Cette expérience a coûté cher et ses résultats sont encore modestes.

Alexandre Lebed, de son côté, regroupe derrière lui de nombreux électeurs soutirés aux nationalistes et aux communistes lors de son ralliement à Boris Yeltsine, après le premier tour des élections. Issu de l'armée, Lebed peut compter sur son soutien, mais ses ennemis sont nombreux et influents. En août, les tentatives de sabotage des négociations en Tchétchénie ont démontré leur influence. Lebed est en conflit ouvert avec le général Koulikov, ministre de l'Intérieur, dont il n'a pu obtenir le limogement. En fait, ce dernier aura eu raison de Lebed le 17 oc-

tobre dernier, mais rien n'est encore joué ! Lebed reste un prétendant au pouvoir.

Aussi longtemps que Yeltsine restera au pouvoir, directement ou remplacé temporairement par Tchernomyrdine, peu de changements sont à attendre en Russie. En revanche, si le Président disparaissait complètement de la scène politique, la lutte pour le pouvoir, déjà amorcée, deviendrait ouverte. Cependant, personne ne pourrait gagner seul face à Tchernomyrdine ; des alliances seraient nécessaires pour assurer le pouvoir ou pour le renverser. Il est également probable qu'en cas de vacance ou de changements importants, les forces armées joueraient un rôle, malgré la retenue dont elles font preuve depuis leur implication involontaire dans les événements de l'automne 1993.

Dans la situation actuelle, l'élection prochaine des gouverneurs régionaux représente un nouveau défi

pour le pouvoir. Les communistes ne laisseront pas passer cette possibilité de reconquérir du terrain et leurs chances sont bonnes dans de nombreuses régions. Quelle que soit l'issue de ce scrutin, l'autonomie des régions augmentera à cause de la faiblesse du pouvoir central. Les premiers signes apparaissent déjà dans les territoires de la côte pacifique, qui concluent directement des accords commerciaux avec les voisins asiatiques et américains.

A l'heure actuelle, la Russie subit également le contrecoup des migrations consécutives à l'implosion de l'Union soviétique. Selon le Haut commissariat pour les réfugiés, environ neuf millions de personnes se sont déplacées dans la Communauté des Etats indépendants ces dernières années, soit un habitant sur trente. Ces mouvements importants concernent une partie de la diaspora russe, forte de vingt-cinq millions de personnes. Leur situation, souvent précaire,

Bibliographie

- Sinaïski, A.S. : *Voyennaya Mysl'*, 1992, pp. 2-10.
 Stoeckli, Fritz : *Revue militaire suisse*, 1993 (8), pp. 21-26.
Finasovye Izvestiya, 5 septembre 1996.
 Stoeckli, Fritz : *Revue militaire suisse*, 1995 (5), pp. 11-15.
 Andreyevskii, V.V. et Tkatchev, V.N. : *Voyennaya Mysl'*, 1995 (2), pp. 25-30.
Izvestiya, 17 août 1996, p. 1.
 Gareyev, M.A. : « *Esli zavtra vojna* » (*Si la guerre avait lieu demain*). Moscou, Editions VlaDar, 1995.

constitue une source de conflits potentiels entre la Russie et ses voisins. Leur retour provoque des tensions, en raison d'une capacité d'accueil très limitée, déjà mise en évidence par les difficultés rencontrées lors des rapatriements planifiés de l'ex-République démocratique d'Allemagne et des Etats baltes.

L'économie

L'échec partiel de la libéralisation du marché, en 1992, a précipité le déclin de l'économie héritée du communisme. Ainsi, la productivité a chuté de près de 60 % par rapport à 1990-1991 ; un ralentissement sensible de cette tendance n'a été observé que récemment. Avec un PNB voisin de celui de la Suisse, la Russie connaît évidemment un niveau de vie très bas. La comparaison avec d'autres pays ex-communistes comme la Pologne montre que l'économie russe est soumise à des lois et à des mécanismes très différents. On constate, à tous les niveaux, une forte réticence aux changements de structures et de mentalités, ce qui ralentit les réformes. Les chances d'une amélioration prochaine sont nulles, ce qui limite les investissements étrangers. Le programme d'assistance technique européen TACIS, représentant plusieurs milliards d'écus, a subi des revers sérieux en raison des profondes différences entre les systèmes russe et européen.

Les causes principales de la crise des forces armées russes

- Faiblesses dans la conduite et l'instruction.
- Absence de projets de réformes militaires en profondeur.
- Disparition d'infrastructures (usines, bases, hôpitaux, etc.) après l'éclatement de l'Union soviétique.
- Effondrement du système de recrutement et pénurie de cadres.
- Lacunes dans l'entretien des équipements et remplacement très limité par de nouveaux systèmes.

A l'heure actuelle, l'économie et le commerce russes sont davantage orientés vers les échanges que vers la production, ce qui constitue une faiblesse à long terme. La Russie survit grâce à la vente de ses ressources naturelles, notamment les produits pétroliers et le gaz. Il s'agit d'un palliatif et d'une solution tiers-mondiste, alors que le pays dispose d'un capital intellectuel et industriel important que l'aide occidentale cherche à mettre en valeur. De nombreux experts pensent que la Russie sortira de l'ornière le jour où elle sera capable de produire elle-même et d'investir ses propres capitaux.

Les forces armées russes

La situation inquiétante des forces armées russes a été évoquée avec réalisme par les experts américains et britanniques. Cette situation provoque des échecs sur le terrain, en particulier en Tchétchénie. En plus des difficultés financières liées à la situation économique

du pays, les forces armées russes en 1996 connaissent de graves problèmes. Un seuil critique est atteint cinq ans après la disparition des forces armées soviétiques. Cette situation aura des répercussions à moyen terme sur la capacité du pays à assumer sa sécurité.

Les effectifs prévus étant de 1,7 million hommes, les forces armées russes n'en comptent actuellement qu'un million. Plus de 100 000 officiers sont sans logis ou vivent dans des conditions inacceptables, ce qui entraîne de nombreux départs vers le secteur civil. Fréquemment, comme dans les autres secteurs de l'économie, les salaires ne sont payés qu'avec retard et sans indexation. Le 20 septembre dernier, des représentants du puissant complexe militaro-industriel ont organisé une démonstration devant la Maison blanche, pour protester contre ces retards. Il s'agit d'un avertissement clair au pouvoir.

L'entraînement et la formation des militaires sont négligés, voire inexistantes ;

la discipline laisse fréquemment à désirer. On estime que, chaque année, 3000 à 4000 soldats meurent à la suite d'accidents, de suicides et même de meurtres. La corruption se répand, comme l'indiquent des arrestations et des procès retentissants dans les hautes sphères. Selon *The Moscow Tribune* du 17 septembre, 100 officiers supérieurs, dont 14 généraux, ont fait récemment l'objet d'inculpations pour corruption. La situation n'est guère meilleure dans le rang : des soldats ont vendu des armes et des munitions aux combattants tchéchènes.

L'entretien difficile des systèmes d'armes et leur remplacement, pratiquement supprimé, constitue un danger pour l'avenir des forces armées. Soumises aux mêmes contraintes que le reste du pays, elles ne disposent plus des moyens financiers nécessaires pour remplir leur mission primaire dans le cadre de la politique de sécurité russe. Vu le risque croissant d'implosion, une réaction paraît inévitable. La seule question est de savoir si cette réaction viendra du pouvoir politique, conscient des dangers à long terme, ou des militaires eux-mêmes.

Pour l'instant, les responsables hésitent, mais il semble que la Russie ait choisi de renforcer, dans un premier temps, l'option nucléaire. Il s'agit d'une solution d'urgence que les responsables justifient par le danger de la prolifération des moyens nucléaires chez certains voisins et, moins ouvertement, par l'expansion de l'OTAN vers l'Est. L'option nucléaire représente évidemment un danger que l'Occident ne peut ignorer.

Il existe cependant des projets réalistes de création d'une force russe d'environ 600 000 hommes, calquée sur les modèles européens et correspondant aux possibilités du PNB réduit de la Russie. Les auteurs de cette analyse, Andreyerski et Tkatchev, se basent sur un budget militaire de l'ordre de 5 % du PNB actuel.

Malgré les difficultés que l'industrie militaire russe connaît depuis quelques années, la mise au point et la production limitée de nouveaux systèmes d'armes se sont poursuivies. Il s'agit sans doute de la réalisation partielle des derniers programmes d'armements soviétiques. Après la mise en service du *Mig-31*, d'un nouveau chasseur-bombardier *Soukhoï* et de

divers armements terrestres dont le char *T-80* amélioré, la presse vient d'annoncer l'existence de l'hélicoptère *Mi-28 H*, spécialement adapté au combat de nuit. La pensée militaire a également évolué depuis l'époque soviétique et des concepts clairs existent (Gareyev, 1995), mais le pouvoir n'a pas encore décidé de leur mise en pratique, malgré l'urgence des réformes militaires.

A notre avis, malgré les difficultés que le pays connaît à l'heure actuelle, la Russie dispose encore de la possibilité de se doter, dans les quatre à six ans à venir, de forces armées crédibles. Elles n'atteindront évidemment pas les proportions réclamées par les nostalgiques de l'ère soviétique, mais elles sont indispensables à la sécurité du pays.

Si le danger d'une confrontation a disparu, l'instabilité économique et politique de la Russie constitue une menace potentielle pour l'Europe, que l'on a tendance à sous-estimer. Il nous semble par conséquent nécessaire de suivre de près les développements de ce pays et de ses forces armées².

F. S.

² Nous tenons à remercier Christopher Donnelly, conseiller spécial du Secrétaire général de l'OTAN pour des discussions régulières concernant les pays de l'Europe de l'Est.